

Pour une politique de l'énergie qui recueille confiance et adhésion

Comment notre politique de l'énergie donne une nouvelle impulsion au climato-scepticisme

L'objectif de « zéro CO₂ » d'ici 2050 a pour conséquence de créer de nouveaux besoins auxquels notre industrie n'est pas encore capable de répondre : photovoltaïque, éoliennes, batteries, véhicules électriques, pompes à chaleur. Depuis vingt ans la politique a affaibli toute la filière industrielle nucléaire. Et il devient évident que cette transition énergétique coûtera très cher, au point d'être insupportable.

Cela conduit tout naturellement à s'interroger sur ses fondements et sur son but, un questionnement et des doutes qui, faute de réponse convaincante, sapent *la confiance* dans la parole publique, ce qui nourrit le climato scepticisme ou sa forme dérivée, le climato-réalisme.

La confiance s'acquiert lentement et se perd très vite. Si je peux faire confiance sur tel objet à quelqu'un ou à une institution, je lui ferai confiance spontanément sur un autre objet voisin. *Et inversement*. Pourquoi donc éviter quoi qu'il en coûte des émissions de CO₂ depuis le territoire français alors que la Chine et l'Inde mettent en service plusieurs centrales à charbon chaque mois et que les pays en développement utiliseront les formes d'énergie qu'ils pourront financer, qu'elles soient émettrices de CO₂ ou pas ? Et d'ailleurs – élargissement du champ de la défiance - est-on vraiment sûr que les émissions de CO₂ par l'homme soient la principale cause des changements climatiques ? On peut ne pas être convaincu par la réponse scientifique à cette dernière question, qui est très complexe. Il faut donc faire confiance. Ce sera plus facile si la première question est prise au sérieux.

Pour obtenir la confiance en la politique de l'énergie, un discours clair sur le but et les moyens

Le but est de participer aux efforts qui permettent de limiter la hausse de température à moins de 2 °C (accord de Paris), ce qui demande (selon le GIEC) d'annuler les *émissions mondiales* de CO₂ avant la fin du siècle. Existe-t-il une étude officielle cherchant à annuler les émissions françaises de CO₂ au moindre coût ? Pour ma part, je calcule que la France y parviendra en remplaçant nombre pour nombre les réacteurs nucléaires existants par des EPR. Ce sera possible, mais pas avant 2065 ou 2070. Si le but est de supprimer les émissions de CO₂ à cette date, celles-ci seront en 2050 de quelques dizaines de millions de tonnes par an. Or la politique actuelle veut les annuler dès 2050 ; les dépenses seraient alors supérieures de 15 milliards d'euros par an pendant une trentaine d'années, au total plusieurs centaines de milliards d'euros.

Pour obtenir l'adhésion, donner du sens : sécurité énergétique ; relations avec des pays « du Sud »

Le souci de sécurité énergétique convaincra de diminuer notre consommation d'énergie fossile si du moins la politique choisie est la moins coûteuse.

Pour lui donner du sens, il y a encore beaucoup mieux à faire : éviter des émissions là où cela coûte moins cher qu'en France. Si nous décidions d'éviter toute émission en 2070, il serait possible avec seulement quelques milliards par an d'éviter en Afrique en 2050 plus que ce nous émettrons alors.

Un partenariat avec quelques pays africains : moins de CO2 et une contribution au développement

Les JETP, Just energy transition partnership, créés à la COP26 de Glasgow, associent, pour un pays « du Sud », plusieurs pays « du Nord ». Les JETP peuvent donc s'adapter à chaque pays du Sud mais la procédure, qui doit mettre tout le monde d'accord, est inévitablement assez lourde.

Des accords bilatéraux sont sans doute préférables : inutile de rechercher en tout point une grande précision - quantités et coûts des émissions évitées, etc. Si l'on se trompe de 10 ou 20 %, peu importe ! La tonne de CO₂ évitée en France coûterait *beaucoup plus*. Et ces accords pourraient largement déborder la production d'énergie et porter par exemple sur les transferts de technologie, les échanges commerciaux ; et aussi la gouvernance de façon à associer autorités nationales et locales et entreprises pour que les fonds qui financent les infrastructures arrivent directement à ce à quoi ils sont destinés.

Cette question du financement des investissements « bas carbone » dans les pays pauvres est évoquée dans le débat public et les négociations internationales mais les fonds publics qui y sont consacrés sont très largement inférieurs aux besoins. Pour orienter l'épargne privée, qui est très abondante, vers ces pays notés triple C par les agences de notation, dans un article récent (La Croix, le 17 avril 2024) Lionel Zinsou, ancien premier ministre du Bénin, recommande de donner à la Banque mondiale et au FMI la possibilité de *garantir du risque financier les investissements privés*, ce qui donnerait à l'intervention publique un « effet de levier ».

Cf. sur <https://www.hprevot.fr/eurmonde.html#monde> , plusieurs « notes brèves » sur ce sujet, une présentation de l'entretien avec Lionel Zinsou et des quatre JETP déjà conclus, des articles dans le journal Le Monde et dans la Revue de l'énergie dont « [pour une stratégie bas carbone menée conjointement avec des pays africains](#) ».